

# Un contexte de négos plutôt favorable aux syndiqués

Plusieurs facteurs sont à l'avantage des employés de la Ville de Québec, dit un expert

Le Journal de Quebec · 22 janv. 2024 · 10 · TAÏEB MOALLA

Le contexte actuel est plutôt favorable aux employés de la Ville de Québec qui négocient pour le renouvellement de leurs conventions collectives. Cela dit, les hausses salariales espérées dépendront de la capacité de payer des contribuables, estime un expert.



D'après Pier-luc Bilodeau, professeur à l'université Laval et spécialiste en relations du travail, l'inflation galopante, la rareté de la main d'oeuvre et « le jeu des comparaisons » avec les syndiqués du Front commun et de la Fédération autonome de l'enseignement (leur entente de principe prévoit des hausses salariales minimales de 17,4 % sur cinq ans) jouent en faveur des employés de Québec.

« Au Québec, les groupes de salariés se regardent les uns les autres. Nécessairement, il va y avoir un jeu de comparaisons puis d'inspiration », a soutenu le professeur Bilodeau.

Même si les conditions d'emploi entre les différents groupes d'employés sont différentes, ce « jeu de comparaisons » risque malgré tout de fonctionner.

« Quand on négocie et qu'on parle d'augmentations salariales, le prix du panier d'épicerie augmente pareillement pour tout le monde, que vous soyez pompier, infirmière ou professeur d'université. Le pouvoir d'achat est affecté pour toutes les catégories d'emploi », a expliqué le spécialiste.

## DES MUNITIONS

Selon lui, « il y a différents facteurs qui vont jouer sur la capacité d'obtenir ce qui est demandé. Le fait que d'autres groupes aient eu un règlement avantageux sur le plan salarial, ça donne des munitions aux représentants syndicaux municipaux. Ça peut leur donner le goût de ne pas se gêner pour demander une augmentation qui va permettre à leurs membres de contrer les effets négatifs de l'inflation ».

Cela dit, un autre élément central entre évidemment en ligne de compte. « Les organisations, qu'elles soient privées ou publiques, ont quand même des paramètres quant à leur capacité de payer, a rappelé le professeur Pier-luc Bilodeau. On part avec des prétentions, mais l'objectif des parties est d'en arriver à une entente. Nécessairement, il faut qu'il y ait des compromis de part et d'autre. »

## DISCRÉTION

Du côté des dirigeants des cinq principaux groupes syndiqués de la Ville de Québec (cols bleus, cols blancs, policiers, pompiers, professionnels), la discrétion était de mise. Leurs représentants ont fait savoir au Journal que les négociations se poursuivent avec l'employeur et que les enjeux financiers n'ont pas encore été abordés de front.

La semaine dernière, le maire de Québec a reconnu que les syndicats ont le droit et le devoir d'essayer d'améliorer le sort de leurs membres. Mais Bruno Marchand a réitéré qu'il ne négociera pas sur la place publique.

Les principaux groupes de syndiqués de Québec sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre. Les pourparlers avec l'employeur ont débuté à l'automne.